

VERS UN TOURNANT GÉOPOLITIQUE ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'AMÉRIQUE DU SUD ?

« El viejo mundo se muere. El nuevo tarda en aparecer. Y en ese claroscuro surgen los monstruos », Antonio Gramsci.

« Où disperserons-nous les cendres du Vieux monde ». Mobilisation #NuitDebout contre la Loi du travail en France, mars 2016.

Auteurs : Arnaud Blin, François Souldard

Avril 2016

Les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui à un tournant de leur histoire. Dans la mesure où ils continuent malgré tout à peser sur la direction du monde, les mutations qu'ils sont train de subir ont et auront des conséquences diverses à l'extérieur de leurs frontières. La campagne présidentielle de 2016 est, à cet égard, riche d'enseignement et nous permet de dresser les contours d'une société en pleine transformation, transformation que les Etasuniens eux-mêmes ont de grosses difficultés à percevoir, et à comprendre.

La présence, et même l'omniprésence de Donald Trump et de Bernie Sanders, à ce stade des élections auraient été difficiles à anticiper il y a seulement un an de cela. La seule participation de ce businessman populiste et politiquement incorrect eut été impensable il y a quelques années, tout comme celle d'un socialiste du Vermont voué à combattre les inégalités, les injustices et les grands argentiers. Même si aucun des deux, *in fine*, n'a de réelles chances d'occuper la Maison blanche en 2017, l'un et l'autre nous permettent de comprendre les changements intervenus dans la société américaine et qui risquent d'en bouleverser la nature.

Commençons par Donald Trump. Celui-ci est d'une certaine façon le champion de l'Amérique d'hier. L'Amérique blanche, protestante, rurale, dont l'identité, précaire, est viscéralement attachée à des atavismes tels que le droit de posséder une arme. C'est l'Amérique longtemps vantée par Hollywood, celle qui fit rêver des générations mais qui, aujourd'hui, paraît totalement dépassé par les événements. Celle qui, jusqu'à un passé récent, restait majoritaire et pesait sur la direction du pays. Rapidement, cette Amérique, sans disparaître, s'est vue marginalisée par une élite urbaine cosmopolite, moins attachée à la religion, prompte à vanter les mérites de la diversité. Surtout, la forte migration de populations issues du Mexique et d'Amérique centrale (et des Caraïbes) a inversé l'équation démographique en stoppant l'intégration naturelle des populations immigrées au sein de cette majorité dont la vocation fut toujours d'absorber les nouveaux venus, une vocation longtemps illustrée par des politiques de migrations extrêmement strictes, pour ne pas dire cyniques, voire racistes (par exemple durant l'entre deux-guerres). Aujourd'hui, la population hispanique pèse lourd au point qu'elle peut décider de l'issue d'une élection présidentielle. De fait, les Républicains ont perdu les deux dernières élections faute d'avoir su gagner une partie suffisante du vote « hispanique ».

Par ailleurs, l'immigration « hispanique » est un vecteur de transformation culturelle dont on commence à peine à percevoir les conséquences. En plus du catholicisme qui, grâce à d'autres populations immigrées précédemment (Pologne, Irlande, Irlande) est devenu de facto la première religion des Etats-Unis, les valeurs importées par les immigrés du Sud

sont beaucoup plus attachées que l'Amérique protestante à tout ce qui touche aux problèmes sociaux, aux inégalités, que le crédo neo-libéral avait enterrés avec Ronald Reagan. De manière générale, les populations catholiques ou issus de sociétés catholiques (même laïques) sont plus ouvertes à l'idée d'un Etat relativement présent, responsable du bien être des citoyens, et, le cas échéant, investi du devoir de répondre aux injustices sociales. Le modèle néo-libéral est, d'une manière ou d'une autre, foncièrement attaché aux valeurs protestantes, comme l'avait bien montré en son temps le sociologue Max Weber. Rappelons pour illustrer cette évolution culturelle qu'en 1960, le principal reproche fait à l'encontre de Kennedy par ses opposants était d'ordre religieux (on l'accusait d'être catholique).

Le parti Républicain s'est créé son propre Frankenstein, et celui-ci est en passe de détruire le parti de Hamilton et de Lincoln dont il était théoriquement l'héritier. Traditionnellement, le parti Républicain - on l'oublie aujourd'hui- prônait une politique semi-dirigiste. Mais, en 1964, alors que le successeur de Kennedy, Lyndon Johnson a déjà imposé ses immenses programmes sociaux, le candidat républicain à la présidence, Barry Goldwater, tente de transformer le parti en une vaste machine anti-étatique de promotion du modèle néo-libéral. Reagan, entre 1980 et 1988 poursuivra ce travail avec diligence en imposant en quelque sorte l'idéologie anti-gouvernementale/néo-libérale qui n'a cessé de grandir, y compris parmi les populations les plus pénalisées par cette idéologie et par sa politique attenante. Mais, à trop tirer sur la corde, le parti Républicain se trouve aujourd'hui menacé de disparition par le monstre qu'il s'est construit et qui apparaît aujourd'hui sous les traits de Donald Trump, dont la rhétorique est en quelque sorte l'aboutissement et la caricature du discours reaganien.

A force d'asséner que le gouvernement (c'est-à-dire l'appareil d'Etat et la classe politique) est la cause de tous les maux, la population qui se sent la plus marginalisée a emboîté le pas de celui qui promet de rétablir le monde d'hier en détruisant l'appareil d'Etat. Exutoire de la frustration de l'ancienne majorité, Donald Trump est prisonnier de son paradoxe : sans le vote hispanique, qu'il s'est aliéné de manière indélébile, il ne peut remporter l'élection. En soutenant Trump, ses partisans se tirent en quelque sorte une balle dans le pied puisque l'intronisation républicaine d'un Trump renié par son propre parti va assurer la victoire du candidat démocrate, très probablement Hillary Clinton.

Bernie Sanders est en quelque sorte l'opposition parfaite de Trump. Les médias ont tendance à associer les deux hommes en ce sens qu'ils incarnent tous les deux le ras le bol de l'Amérique. Cette grille de lecture basée sur une dichotomie « pro/anti Washington » est

fausse ou, tout au moins, elle occulte les éléments fondamentaux qui se cachent derrière le soutien à Bernie Sanders. Homme politique expérimenté, fils d'immigrés juifs polonais et athée, originaire de Brooklyn, socialiste, il est l'antithèse de l'Amérique blanche, protestante, néo-libérale. Il est, d'une certaine façon aussi, l'incarnation de cette mouvance urbaine cosmopolite qui, en fin de compte, a pris conscience des déficiences profondes du modèle néo-libéral.

Pour quiconque a vécu dans l'Amérique de la guerre froide, l'idée qu'un homme politique s'affichant comme socialiste puisse atterrir ailleurs qu'au tribunal est presque impensable. Mais Sanders, pourtant lui-même un héritier du socialisme immigré des années Trente (qui nous a valu, aussi, par voies détournées, le courant néo-conservateur...), a trouvé dans la jeunesse urbaine post-guerre froide un appui conséquent de la part d'une population débarrassée des préjugés liés à la politique et à l'idéologie anti-communiste et qui, d'une certaine façon, adhère aux valeurs prônée en leur temps par Franklin Roosevelt. Aujourd'hui, on constate que le mot « socialisme » n'est plus irrémédiablement attaché à la pieuvre totalitaire soviétique mais plus généreusement associé au paradis social qu'est le Danemark. La transition est notable, et importante. Etre « Américain » signifia, et signifie encore pour beaucoup, ne pas être Européen. L'idée que le modèle européen puisse être adopté par les Etats-Unis constitue en soit une petite révolution qui remet en question l'identité même du pays. Certes, Sanders ne sera pas en mesure d'inquiéter Hillary Clinton mais l'appui qu'il a pu obtenir indique combien les mentalités ont pu changer, et rapidement. Hillary Clinton devra, pour gouverner efficacement, prendre en compte ces nouvelles tendances.

Pour résumer, le combat d'arrière-garde de l'Amérique d'avant-hier mené par Trump qu'accompagne l'implosion du parti républicain néo-libéral, l'émergence d'une « minorité majoritaire » hispanique qui transforme le paysage politique et culturel des Etats-Unis, et la ré-émergence d'une opinion publique favorable aux droits sociaux constituent autant de signes que les Etats-Unis entrent dans une nouvelle phase de leur histoire.

Quels effets auront ces changements à l'extérieur des Etats-Unis, notamment en Amérique du Sud ? Il convient pour y répondre de se pencher sur la conjoncture actuelle du continent sud-américain et d'examiner les directions que prennent les rapports entre les deux régions. Après les quinze dernières années qui ont constitué un changement d'ère en Amérique Latine sous l'effet d'une onde de lutttes sociales et de nouvelles majorités politiques « insubordonnées » à la constante impérialiste, la sous-région semble être entrée véritablement dans un nouveau cycle de déstabilisation et de transition incertaine. Les trois

pays propulseurs du MERCOSUR, c'est-à-dire du modèle d'intégration régionale le plus consolidé et influent dans le paysage mondial, font face d'un côté à des scénarios économiques défavorables, directement liés à la dépendance de leurs économies nationales avec la chute depuis 2013 des cours de matières premières et du pétrole¹ - d'une certaine manière le prolongement de la crise de 2008, de l'autre à de nouvelles situations socio-politiques provoquées tant par des dynamiques internes particulières à chaque pays, que par des facteurs externes dont on verra plus loin des caractéristiques communes. Profonde crise institutionnelle, comme résultat combiné d'une crise d'hégémonie politique et d'une offensive médiatico-judiciaire particulièrement sauvage au Brésil, qui amènent certains analystes comme Tarso Genro à évoquer un coup d'État feutré et à faire le rapprochement avec l'épisode obscurantiste de la République de Weimar du siècle dernier en Europe. Radicalisation des polarisations politiques au Venezuela, asphyxie économique et perte de force électorale du mouvement populaire lors des dernières législatives. Victoire électorale sur le fil d'une nouvelle droite en Argentine qui installe un régime anti-populaire et autoritaire d'austérité, sous la houlette d'une alliance politico-corporative et du contrôle quasi total de l'appareil médiatique. Autour de l'axe Buenos Aires-Brasilia-Caracas, central dans la nouvelle institutionnalité régionale et le système d'alliances multipolaires tissés avec la Chine et les pays BRICS, se développent des expériences politiques plus polarisées et que l'on peut davantage caractériser par la continuité : la Bolivie d'un côté qui (et dans une certaine mesure l'Equateur), si elle subit quelques secousses internes et essuie un avertissement suite au référendum de mars 2016 sur le renouvellement du mandat présidentiel, confirme cependant la solidité de ses bases sociales et la révolution culturelle qui a fait passer une population indigène exclue et marginalisée à une nouvelle majorité culturelle et politique, tout en développant un rapport progressiste et protagoniste vis-à-vis du reste de la région et du monde. De l'autre, plus proche d'un schéma libéral structuré autour du libre échange, avec les conséquences que l'on connaît en terme d'accroissement des inégalités, d'érosion de l'État, de vulnérabilité du système institutionnel et de dépendance externe, le Mexique, le Pérou, la Colombie, le Chili ou le Paraguay, d'ailleurs regroupés sous l'aile protectrice des Etats-Unis au sein de l'Alliance du Pacifique² et dont les structures politiques et les mouvements populaires n'ont pas encore synthétisé, ou seulement de façon latente ou avortée comme pour le Paraguay et le Honduras, de constructions politiques suffisamment unifiantes pour rompre durablement le *statu quo*.

1 La Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) annonce une croissance négative de -0,3 % pour l'année 2016, la Bolivie conservant le plus fort dynamisme avec une 4 % de croissance du PIB.

2 Accumulant au total 38 % du PIB régional. Source : Institut d'études d'Amérique Latine, IDEAL-CTA.

La mosaïque régionale sud-américaine n'a jamais cessé d'être polarisée dans ses formes d'insertion au monde et dans ses rapports avec les puissances traditionnelles. Mais pour comprendre les nouvelles relations qui s'établissent avec les Etats-Unis et à l'échelle régionale, il faut bien avoir à l'esprit que le nouveau cycle macro-politique qui semble visiblement s'annoncer laisse derrière lui les bases d'un changement de paradigme d'une certaine profondeur et intensité, qui a bouleversé la corrélation de forces vis-à-vis des pressions externes et de leur relais chez les élites nationales, bouleversement que certains politologues comme Emir Sader associent à l'idée de réalisation d'une première étape de transition post-néolibérale. Le bourgeonnement simultané des régimes démocratiques populaires, nés en réponse au naufrage du modèle néo-libéral pratiqué à partir des années 90 selon les termes du Consensus de Washington, est synonyme d'une confrontation, par une masse suffisamment critique de pays, avec l'alignement sur l'impérialisme de marché et de son cortège de conditionnement démocratique. Il y a un avant et un après au refus du traité multilatéral de libre commerce (ALCA) en 2005, cette date marquant à la fois le décollage d'une nouvelle étape d'intégration régionale autour du Consensus de Mar del Plata et le début de la reconversion des politiques extérieures étasuniennes.

C'est justement ce rendez-vous entre reconversion des politiques extérieures des Etats-Unis accusant une nette perte de vitesse et poursuite des itinéraires de transition post-néolibérale dans un contexte mondial mouvementé et défavorable qui plante le décor de cette nouvelle période politique. Attelons-nous d'abord au premier point. A partir de 2010, en lien notamment avec sa politique de « *containment* » de la Chine, Washington a relancé des propositions d'adhésion à un schéma encore plus élargi de libéralisation commerciale prenant cette fois-ci la forme d'Alliance du Pacifique (2012), d'Association trans-pacifique (TPP), d'Accord sur le commerce de services (TISA). Si l'adhésion à ces traités n'a rien d'évident, notamment pour l'ambiguïté sur les concessions de souveraineté qu'ils supposent et la répétition d'une histoire déjà trop connue, ils constituent néanmoins une trame de fond sur lesquels travaillent en permanence les pouvoirs médiatiques, économiques voire judiciaires. Dans un scénario de régression économique, qu'il soit réel ou médiatiquement installé, s'arrimer à l'ouverture commerciale moyennant le « renoncement à soi-même » et au transfert de la crise sur les secteurs populaires est une tentation qui n'aura de cesse de se renouveler tant qu'il n'y aura pas d'alternatives ou de forces sociales suffisamment consolidées à y opposer.

A ce propos, l'Uruguay vient de mettre à l'agenda du MERCOSUR une proposition de négociation unilatérale des traités de libre échange, décision qui dans un autre contexte avait conduit à la liquidation de la Communauté Andine des Nations autour de 2006. Le

deuxième élément de cette reconversion a trait au transfert de l'influence diplomatique de Washington vers un activisme médiatico-judiciaire, opéré par les élites et l'oligarchie locale, qui n'est pas sans rappeler les épisodes obscurs du Plan Condor durant les régimes militaires. Dans la pratique, la diplomatie nord-américaine n'a pas réussi à contrecarrer l'entrée de la Chine dans l'architecture de planification et financière sud-américaine. La majeure partie des grands projets d'infrastructures de haut en bas du continent bénéficient désormais de la coopération chinoise et de celle d'autres pays des BRICS dont la Russie. S'il est vrai que la récente reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba après 60 ans d'embargo politique et économique symbolise un virage diplomatique pour l'ensemble de la région, force est de constater que ce geste d'ouverture recouvre un nouvel investissement dans les stratégies de reprise de contrôle et de déstabilisation. Décret de menace à la sécurité nationale visant le Venezuela, amplification de l'opération *Lava Jato* au Brésil en lien avec un fait confirmé de corruption, financement direct ou indirect aux partis d'opposition, des groupes médiatiques et réseaux d'ONG opérant comme opposition politique, multiplication des protocoles de coopération sur la sécurité et le trafic stupéfiant, avancée des bases militaires, mouvements financiers de déstabilisation, tout cela allant s'il le faut jusqu'au coup d'État « feutré », que celui-ci soit donné par la voie parlementaire, judiciaire ou même par la multitude concentrée dans rue. Les exemples ne manquent pas pour démontrer que la diplomatie nord-américaine a opéré un périlleux transfert vers un nouvel arsenal de « guerre de 4ème génération », sur fond de revanche irrationnelle de son *establishment* à l'égard des identités contre-hégémoniques et des territoires politiques désormais non raliés à sa cause. A la perte d'hégémonie succède un regain de gestualités discrétionnaires, extra-juridiques et extra-territoriales, exacerbant les souches locales ultraconservatrices, dont la présence fait maintenant partie des possibilités politiques du moment et dont l'ampleur n'avait pas forcément été anticipée par la classe politique latino-américaine.

Deuxième point enfin, celui de la poursuite des itinéraires de confrontation et de transition post-néolibérale dans un contexte de récession économique. Si nouveau cycle il y a, c'est aussi parce que les dix années de processus nationalistes et populaires ont bien évidemment mis en évidence des vulnérabilités et des transformations inachevées dont les creux ont été exploités systématiquement par le camp adverse et dont l'interprétation est centrale pour envisager la rénovation des projets politiques. Ce sujet fait d'ailleurs couler beaucoup d'encre dans les réseaux et nous essaierons d'en reprendre deux éléments essentiels. Le premier concerne le « blindage » de l'hégémonie libérale par la superstructure médiatique et culturelle. Si plusieurs expériences latino-américaines ont déplacé le curseur vers la reformulation des bases constitutionnelles, l'élargissement des droits sociaux, l'inclusion

sociale et la reconstruction de cohérences internes, elles n'ont que modifié partiellement le centre de gravité à partir duquel se fondent les positions des camps conservateurs, progressistes ou révolutionnaires.

Sauf probablement dans le cas bolivien, les nouvelles majorités politiques demeurent des minorités culturelles et quand bien même est énoncée la nécessité de livrer une véritable bataille culturelle, celle-ci n'est pas parvenue à se hisser à la hauteur des rapports de force pour lesquels la balance est logiquement orientée par le poids de la structure médiatico-financière. Ce facteur explique notamment la violence revanchiste du camp conservateur mais aussi de plusieurs secteurs sociaux qui fondent une grande partie de son discours dans une scénarisation catastrophique de l'héritage économique, du populisme totalitaire, de l'assistancialisme social, de l'ineptie de l'égalisation des droits...etc.

Le second élément concerne l'évolution très rapide de la structure sociale et le défi posé en retour à la mobilité des sphères intellectuelles et organisationnelles. La distribution interne des classes sociales a été littéralement bouleversée durant les dix dernières années, l'Argentine et le Brésil ayant par exemple dupliqué leur classe moyenne dans un contexte de progression notable sur l'ensemble du continent³. Cette nouvelle classe moyenne, sous-politisée et située au cœur des nouveaux segments urbains, entrant de plein fouet dans la subjectivité consommatrice, émet des attentes diffuses et contradictoires qui ont été en général beaucoup mieux captées par l'acteur communicationnel le plus organisé en réseau mais ne disposant pourtant d'aucune force sociale réelle. Ces nouveaux « territoires subjectifs », comme d'autres territoires d'organisation sociale ou syndicale, ont par ailleurs été sous-estimés par les coalitions progressistes investies en priorité dans leur cycle de gestion gouvernementale, tendant à laisser au second plan l'action de reterritorialisation, d'articulation des mouvements populaires et d'adaptation des structures politiques. Dans cette nouvelle étape de contre-offensive où les conditions économiques imposeront encore plus d'exigence, le réinvestissement d'une capacité intellectuelle et organisationnelle, depuis le niveau territorial jusqu'au mondial, sera un élément clé pour la reconstruction des majorités politiques et pour repenser les contours d'un sujet politique apte à poursuivre les scénarios de transition.

Pour conclure, cette nécessité d'adaptation nous renvoie d'autant plus à la connaissance de réalité intérieure des Etats-Unis et à la perception de son évolution incertaine. D'une certaine façon, au niveau de leurs politiques internes, les Etats-Unis se sont fait rattrapés

3 La progression moyenne est de 50 % sur le continent. Rapport *“La mobilité économique et la croissance de la classe moyenne en Amérique Latine”*, Banque mondiale, 2012.

par plusieurs décennies d'irresponsabilité et de dénis. Alors qu'en 1945, ils avaient un demi-siècle d'avance sur le reste du monde, ils prennent aujourd'hui du retard dans de nombreux domaines fondamentaux : éducation, justice, sécurité sociale, infrastructures, etc ..., soit autant de domaines qui définissent ce qu'est une superpuissance capable de peser, pour le meilleur et pour le pire, sur la direction de l'histoire. S'ils restent en tête en matière de dynamisme économique ou de puissance militaire, ce dynamisme souffre de gros déséquilibres et la puissance militaire étasunienne est inadaptée aux exigences actuelles en terme de politique étrangère et d'usage de la force. Plus généralement, les Etats-Unis n'ont pas su s'adapter à la globalisation dont ils avaient pourtant été les premiers instigateurs et le plus gros moteur.

Donc, à court et moyen terme, les Etats-Unis vont faire face à un choix important : soit ils continuent comme si de rien n'était, avec le risque probable d'une érosion progressive - et déjà visible - de leur puissance, de leur prestige et de leur influence. Ou alors ils effectuent un retrait stratégique qui leur permettrait d'investir leurs énergies dans un renouvellement en profondeur de leur société susceptible de redorer leur blason. Mais pour ce faire, ils devront réduire sensiblement leurs activités extérieures et leur appareil militaire et mieux articuler leurs priorités.

Hillary Clinton sera-t-elle la femme providentielle qui parviendra à effectuer le virage nécessaire ? Ou se contentera-t-elle de naviguer les eaux troubles en effectuant de petits changements symboliques mais insuffisants ? La réponse, évidemment, viendra de son habileté à traiter avec un Congrès conservateur peu enclin à réformer le pays. Barack Obama fut, à cet égard, impuissant et c'est bien là le reproche principal qu'on peut formuler à son encontre. Néanmoins, le choc combiné de Trump et Sanders servira peut-être d'électrochoc à une classe politique qui, comme l'a constaté une majorité d'Etatsuniens, refuse jusqu'à présent de regarder la réalité en face. Or, à force de clamer haut et fort « qu'on est les meilleurs », il sera effectivement difficile d'accepter qu'on est désormais simplement plus très très bon. Le peuple commence à réaliser l'ampleur du mensonge. Ceux qui l'ont proféré sauront-ils rendre compte de leur culpabilité ? C'est possible : après tout, chacun sait que la clef de cette société qui prétend éclairer le reste du monde du « haut de sa colline » est à trouver dans la notion de rédemption....